

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ETUDE
SUR LE CONGO



Massacres à Beni: Violence politique, dissimulation, et cooptation

Septembre 2017

Résumé exécutif

Depuis 2013 une vague mystérieuse de tueries de masse s'est produite aux alentours de Beni, dans le nord-est de la République démocratique du Congo. Cette surprenante série d'attaques a fait du territoire de Beni – une zone plutôt calme entre 2005 et 2015 – le théâtre d'un des conflits les plus violents du pays depuis lors. Ces tueries, commises principalement à la machette, ont plongé la région dans une brutalité jamais vue dans cette zone, avec un nombre de morts estimé à au moins 800 et plus de 180.000 déplacés depuis le début de la principale vague de violence en octobre 2014.

L'intensité de cette violence est accompagnée par une opacité inhabituelle : des années après que les tueries ont commencé, il demeure extrêmement difficile d'identifier les responsables. Malgré l'échelle insolite de ces violences, il n'y a pas eu d'investigations complètes sur les attaques et massacres, et il a été extrêmement difficile d'identifier les responsables. Ce rapport du Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) présente des nouvelles preuves : il établit les identités de certains responsables des tueries de masse, évalue leur motivations et examine les raisons pour lesquelles il a été si difficile d'analyser leurs actes.

La violence autour de Beni est souvent attribuée aux Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé islamiste qui est arrivé en RDC depuis l'Ouganda au début des années 1990. Toute analyse, pourtant, qui se focalise uniquement sur cela, risque d'éclipser le degré auquel les ADF se sont enracinés dans la région et l'implication profonde de beaucoup d'autres groupes armés dans les violences au tour de Beni. Maintes fois, des observateurs locaux ont remarqué l'implication de l'armée nationale, des milices locales, ou bien des « enfants du milieu » dans ces tueries. Des investigations préliminaires menées par la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), le groupe d'experts des Nations unies, et des députés nationaux ont mis en évidence les responsabilités d'un groupe plus large de coupables, y compris des groupes mixtes de combattants qui se joignent aux opérations. Malgré cela, ces analyses n'ont pas encore réussi à fournir une analyse globale de la violence.

Afin de mieux comprendre les dynamiques des tueries autour de Beni, ce rapport fait allusion à des « initiateurs (first movers) », dont font partie surtout des groupes armés locaux et les ADF ; et « élargisseurs (second movers) », souvent liés à des réseaux loyalistes au sein de l'armée congolaise. Ces derniers ont cherché à développer leur influence au sein de ce bastion de l'opposition à *travers une stratégie d'imitation* consistant d'une cooptation d'adversaires locaux, d'escalader la violence, et d'organiser leurs propres séries de tueries de masse. Autant que les « vrais ADF », ces derniers ont aussi opéré à travers les mêmes milices locales pour des fins politiques différents – une façon de jongler avec la politique qui a laissé les témoins directs des attaques encore plus incapables de donner un sens aux actes des responsables.

La multiplicité de différents réseaux autant complexes que compétiteurs s'appuie sur l'histoire violente de la région. Depuis les années 1980, des liens, persistants même si

fluides, se sont développés entre trois types d'acteurs : les ADF, les milices locales liées aux chefs coutumiers, et les réseaux d'ex-officiers de l'Armée populaire congolaise (APC), qui était la branche armée du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani-Mouvement de Libération, (RCD/K-ML). Ces relations ont représenté pour les milices congolaises une ressource importante – la capacité d'utiliser l'identité des ADF comme couverture pour leurs activités quand il s'avérait politiquement opportun.

Basé sur cette analyse historico-politique de la zone, le GEC trouve que les acteurs originaux, ou les « initiateurs » des tueries, émergent de la mobilisation des réseaux armés à Beni pendant la rébellion du M23 en 2012 et 2013. Pendant cette période, certains officiers ex-APC ont cherché à poser des bases pour une nouvelle rébellion à Beni, les ADF ont manœuvré pour rester en vie, et les milices locales issues des communautés de minorité – surtout des Vuba et Bapakombe – ont essayé de réaffirmer un degré de contrôle sur le territoire ainsi qu'une influence politique. Cette accroissement de mobilisation a amené à une première vague d'attaques à la machette le long de la frontière entre le Congo et L'Ouganda en 2013.

Cependant, quand les massacres à grande échelle ont éclaté aux alentours de Beni en octobre 2014, une dynamique différente s'est toute de suite affichée. Des participants directs ont expliqué que des ADF, ex-APC tout comme des milices locales ont continué à jouer un rôle important dans ces attaques contre les civils. Cependant, d'une manière presque contre-intuitive, l'armée congolaise s'est aussi impliquée dans les tueries dans son effort de coopter et affaiblir ses rivales. Ce changement de stratégie s'est produit au moment où la coordination de la campagne militaire Sukola I est passée au Général Muhindo Akili Mundos à la fin du mois d'août 2014 ; Mundos fut donc impliqué personnellement dans l'organisation et dans l'exécution des tueries. Pour ajouter un autre niveau de complexité, tous les groupes opéraient à travers des relations avec des combattants rwandophones, dont la présence dans cette partie du Congo a rendu les analystes perplexes.

Face à cette complexité, la réponse du gouvernement congolais et de ses partenaires internationaux étaient inadéquates. Alors qu'au début les opérations Sukola I avaient agressivement ciblé les ADF – menant des centaines de soldats congolais vers une mort en action – le Général Mundos devenait complice dans les tueries. Ceci a eu un impact négatif sur l'image de la MONUSCO qui continuera à fournir un soutien opérationnel sans aucun d'esprit critique à l'armée congolaise pendant la plupart de cette période.

D'un angle élargi, les opérations Sukola I sont aussi devenues preuve qu'une stratégie purement militaire s'avérera insuffisante pour stabiliser la zone. Tout au contraire, ceux qui soutiennent la violence armée devraient être arrêtés, alors que le gouvernement congolais et les bailleurs devraient prendre des mesures pour atténuer la manipulation cynique des groupes armés, comprendre les liens entre les réseaux violents et l'Etat, et promouvoir la réconciliation entre les communautés locales.

Ce rapport est le résultat de la recherche conduite par une équipe du GEC entre 2015 et 2017. Dans l'ensemble, ils ont interviewé 245 sources, y compris 34 auteurs des violences et 22 autres témoins des massacres. Nous avons aussi collecté des preuves dans des

rapports internes des Nations unies, dans les transcriptions de discours faits par les leaders ADF et dans des mandats d'arrêt qui documentent la participation dans les tueries de masse.

Recommandations :

- Le bureau du procureur militaire devrait élargir ses investigations pour examiner l'implication d'officiers haut-gradés des FARDC, y compris le Général Muhindo Akili Mundos et son équipe.
- L'assemblée nationale congolaise devrait mettre en place une enquête parlementaire sérieuse sur les violences, avec le mandat d'investiguer sur les officiers des FARDC et sur d'autres acteurs impliqués dans le conflit.
- La MONUSCO devrait suspendre la coopération militaire avec les FARDC dans la zone de Beni en attendant leurs propres enquêtes internes sur les massacres, la complicité des FARDC et le comportement de la MONUSCO.
- De façon générale, la MONUSCO devrait transférer ses investissements au soutien militaire aux FARDC vers la collecte et l'analyse d'information de façon à enregistrer les relations entre réseaux violents, y compris au sein de l'armée nationale.
- Les bailleurs devraient soutenir des opportunités pour les déplacés qui n'ont pas la possibilité de rentrer dans leurs terres et construire une vie économique durable et, en absence d'un programme de démobilisation national efficace, devraient soutenir des initiatives de DDR locales.
- Les autorités provinciales devraient entreprendre l'enregistrement complet et public des migrants de langue Kinyarwanda dans le sud de l'Ituri et dans le territoire de Beni avec l'objectif d'atténuer les tensions communales.
- L'assemblée provinciale du Nord-Kivu devrait lancer sa propre mission pour la recherche d'information avec l'objectif de comprendre les dynamiques sociales qui ont amené les chefs locaux à participer aux violences, dans l'optique de proposer des initiatives de réconciliation à long terme.
- Le Conseil de Sécurité des Nations unies devrait assurer le suivi des rapports soumis par le Groupe d'experts des Nations unies et sanctionner les individus impliqués dans les violences aux alentours de Beni.
- Agissant sous l'Article 58 de sa Charte, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples devrait constituer un' équipe d'investigation pour établir les responsabilités pour les massacres perpétrés autour de Beni entre octobre 2014 et décembre 2016.
- Le gouvernement ougandais devrait mettre en place un plan de démobilisation, dé-radicalisation et réintégration avec l'objectif de réduire le récidivisme des ADF rapatriés, et devrait mettre en application une stratégie nationale pour aller à l'encontre de la radicalisation de ces citoyens vulnérables au recrutement continué des ADF.
- Les gouvernements ougandais et congolais devraient renforcer leurs contrôles de frontière de façon à prévenir le contrebande et le recrutement effectués par les groupes armés.